

Jusqu'où prendre en compte la maltraitance animale ?

La Croix, le 22/12/2017 à 6h00

Jean-Pierre Digard, *anthropologue, directeur de recherche émérite au CNRS*

Renforcer les contrôles dans les abattoirs, sanctionner les comportements scandaleux, tout le monde ne peut qu'être d'accord avec cela. Pour être défendus, les abattoirs doivent être défendables. Mais attention à ne pas tomber dans un piège. Derrière les pourfendeurs de la maltraitance animale se cachent souvent des animalistes, des antispécistes qui considèrent que toutes les espèces, y compris l'espèce humaine, doivent être traitées sur un pied d'égalité.

Leur but ultime est la libération des animaux, dont ils refusent l'exploitation et même la possession. Toute démarche allant dans leur sens en appelle nécessairement une autre : plutôt que de s'en contenter, ils s'en servent comme tremplin pour aller encore plus loin.

Prenez cette extension du délit de maltraitance aux abattoirs. Dans ces endroits, quoiqu'on dise et quelque précaution que l'on prenne, on ne fait pas de bien aux animaux ! Vous verrez qu'un jour ou l'autre, un avocat plaidera que tuer les animaux est une maltraitance et qu'elle doit donc être interdite.

Il faut revenir à la raison. Ceux qui souhaitent la libération des animaux ne les connaissent pas. Libérer des cochons ou des bœufs, domestiqués depuis des millénaires, c'est les vouer à la souffrance. Sans l'homme, ils auront le plus grand mal à trouver leur nourriture.

J'irai même plus loin. Lors de la domestication au néolithique, l'homme passe d'une économie de prédation à une économie d'utilisation et de valorisation. Une connivence s'établit entre l'homme et les espèces qui, d'une certaine façon, consentent à être domestiquées. Par exemple, je pense que le cheval, au moment de sa domestication, était menacé par la progression des forêts due au changement climatique en cours à cette époque.

N'exagérons pas non plus la sensibilité de l'opinion publique à la cause animale. Quand les sondages sont faits sérieusement, avec un échantillon représentatif de la population, des questions qui n'induisent pas la réponse et qui portent sur des comportements et pas seulement des opinions, les véganes représentent à peine plus de 0 % de la population française et les végétariens à peine 2 %.

Cela dit, ces questions de maltraitance rencontrent un certain écho dans la société, car la population française est devenue très majoritairement urbaine ou rurale. Elle a perdu de ce fait tout lien avec ses racines paysannes et avec la culture animalière correspondante.

Le contact avec les animaux est cantonné à celui avec les chats, les chiens, voire les chevaux. C'est-à-dire avec des animaux de compagnie que l'on a anthropomorphisés, qui sont devenus des substituts d'enfants ou de compagnons. Tous les autres animaux sont vus à travers ce prisme déformant.

Recueilli par Emmanuelle Réju